



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'YONNE

DIRECTION DES
COLLECTIVITÉS ET
DES POLITIQUES
PUBLIQUES

SERVICE ÉCONOMIE
ET ENVIRONNEMENT

ARRETE n° PREF-DCPP-2011-0188

du 16 mai 2011

**mettant en demeure la société TCP DEVELOPPEMENT de respecter certaines
dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter
n° PREF-DCDD-2009-0273 du 06 juillet 2009
pour les installations qu'elle exploite sur la commune de SENS**

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement, Livre V « prévention des pollutions, des risques et des nuisances » et notamment son article L. 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°PREF-DCDD-2009-0273 du 06 juillet 2009 délivré à la société TCP DEVELOPPEMENT pour l'exploitation d'un entrepôt de stockage de produits combustibles;

VU la fiche de constatations en date du 24 mars 2011 établie par l'inspecteur des installations classées à la suite de l'inspection du site TCP DEVELOPPEMENT réalisée le 8 mars 2011;

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas l'article 9.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 juillet 2009 puisque les résultats de la surveillance des déchets ne sont pas consignés dans un registre et que l'exploitant ne dispose d'aucun bordereau de suivi de déchets ;

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas l'article 5.1.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 juillet 2009 puisque les déchets d'emballage industriels ne sont pas triés sur site et que leur mode d'élimination n'est pas connu de l'exploitant ;

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 juillet 2009 car il ne dispose d'aucune consigne d'exploitation destinée à prévenir les accidents ;

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas l'article 7.6.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 juillet 2009 car le curage régulier du bassin de confinement n'est pas assuré ;

CONSIDERANT que ces manquements montrent que le suivi environnemental de l'établissement est insuffisamment assuré et qu'ils sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement que lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E :

Article 1^{er} : Mise en demeure

En application de l'article L. 514-1 1er alinéa du Code de l'environnement, Monsieur le Directeur de la société TCP DEVELOPPEMENT dont le siège social est situé 119 route d'Auxerre à SAINT ANDRE LES VERGERS (10) est mis en demeure de respecter sous un **délai de trois mois** :

- l'article 9.2.5 de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2009-0273 du 06 juillet 2009 en tenant à jour un registre de suivi des déchets avec tous les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets ;
- l'article 5.1.8 de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2009-0273 du 06 juillet 2009 en éliminant les déchets d'emballage industriels dans les conditions des articles R. 543-66 à R.543-72 du Code de l'Environnement ;
- l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2009-0273 du 06 juillet 2009 en rédigeant les consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents ;
- l'article 7.6.7 de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2009-0273 du 06 juillet 2009 en procédant à la vidange du bassin de confinement.

Article 2 - Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif sis 22 rue d'Assas à Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux, ou le Ministre de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet)

Article 4 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le responsable de l'unité territoriale Nièvre-Yonne de la DREAL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de la société TCP DEVELOPPEMENT et dont copie sera adressée à

- M. le Maire de SENS,
- M. le sous-préfet de l'arrondissement de Sens,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne,
- M. le Procureur près le tribunal de grande instance de Sens.

Fait à Auxerre, le 16 MAI 2011

Pour le Préfet,
Le sous-Préfet,
Secrétaire Général,



Patrick BOUCHARDON

